

Chapitre 16 – Stratégies et soutenabilité du développement :

A la suite du processus de décolonisation dans la seconde moitié du 20^e siècle, les pays nouvellement indépendants vont accomplir différentes stratégies pour sortir du sous-développement. Dans un premier temps (1950s-1980), l'Etat va se voir accorder un rôle primordial tant à l'Ouest où domine le keynésianisme qu'à l'Est où domine le socialisme (I). Dans un second temps, face aux défaillances des PED dans leurs stratégies autonomes de développement révélées par la crise de la dette des 1980s, et pour les aider à surmonter leurs blocages structurels et rembourser leurs dettes, les institutions financières internationales vont prôner le désengagement de l'Etat et le libre jeu du marché (II). Mais au regard de la brutalité et de l'échec de l'ajustement structurel, un nouveau paradigme du développement émergera dans les 1990s (III).

I- Les stratégies d'industrialisation (1950s-début 1980s) :

A) Les fondements des stratégies d'industrialisation :

Influencés par A. Lewis, la plupart des pays du tiers-monde vont choisir de privilégier l'industrie au détriment de l'agriculture, pour bénéficier des effets d'entraînements sur les autres secteurs par l'intermédiaire des gains de productivité et d'un accroissement de la qualité de la main-d'œuvre.

Mais dans quelles branches de l'industrie investir ? Deux thèses s'opposent alors. R. Nurkse et P-R Rodan se feront les chantres de la « croissance équilibrée », consistant à répartir les investissements dans toutes les branches industrielles afin d'assurer simultanément l'équilibre en l'offre et la demande pour éviter tout déséquilibre. De l'autre côté, A. Hirschman (*Stratégie du développement économique*, 1958), F. Perroux (*L'économie du XXe siècle*, 1961) et G. Destanne de Bernis prônent la « croissance déséquilibrée », stratégie *inspirée du modèle stalinien*, consistant à concentrer les investissements dans les industries lourdes (cad à fort coefficient de capital $\frac{K}{L}$). La croissance généralisée sera censée en découler, via les effets d'entraînement.

Rosenstein-Rodan (1943) dit que les économies du Tiers-Monde souffrent d'un manque d'investissement, et de ressources disponibles d'investissement. D'où la nécessité d'un *effort d'investissement global (big push)* pour briser les blocages du sous-développement (articulation possible avec Nurkse : un effort d'investissement pourrait faire sortir du cercle vicieux). L'idée dominante des modèles de croissance est que l'agriculture n'a pas une place centrale dans le processus de développement. Preobrazhensky soutient plutôt que l'agriculture est surtout un réservoir de main-d'œuvre et de capitaux, et la stratégie de développement consiste à puiser dedans.

B) Le développement autocentré :

A la suite de spécialisations défailtantes (*souvent dues à un passé de colonie*) et d'une dégradation des termes de l'échange, les PED vont fonder leur industrialisation sur le **développement du marché intérieur**. La majorité d'entre eux suivent la voie préconisée par la CEPAL et **R. Prebisch**, qui reprennent le « *protectionnisme éducateur* » de **F. List**, à savoir « **l'industrialisation par substitution aux importations** » (ISI). Il s'agit de se libérer de la dépendance envers le centre en substituant progressivement la production nationale aux importations. Elle suppose un financement des investissements massifs, dont se chargera la Banque mondiale. Le développement doit être assuré par une stratégie de « **remontée de filière** » en amont, consistant à produire d'abord des biens de consommation basique (*alimentaires, textiles*) puis des biens plus élaborés (*chimie, puis biens industriels, puis biens d'équipement*). *A terme donc, cette stratégie doit aboutir à une production industrielle diversifiée.*

Une autre voie, suivie en particulier par l'Inde dans les **1950s** et l'Algérie à partir de **1967**, est la stratégie des « **industries industrialisantes** » : l'idée est de construire une industrie non vers l'amont mais vers l'aval grâce à une politique volontariste de l'Etat et une planification. Inspirée de l'expérience soviétique et des thèses de la « croissance déséquilibrée », elle consiste pour l'Etat à investir dans les secteurs stratégiques pour constituer des « **pôles leaders** » qui, *via* des effets d'entraînements, propagent le développement dans tous les secteurs industriels en aval (*industrie « industrialisante »*).

Mais ces deux stratégies sont autant d'échecs : force est de constater que la pauvreté et les inégalités sont toujours fortement présentes. Pourquoi ? Ces pays ont un **marché intérieur fondamentalement insuffisant à assurer les débouchés aux produits industriels**, et les biens d'équipement ne sont pas compétitifs sur le marché international ; en effet, le protectionnisme réduit la concurrence et l'innovation. De plus, l'ISI nécessitait d'importer initialement les technologies et les biens d'équipement des PDEM, ce qui va générer un déficit important de leur balance des paiements, qui va déboucher sur la « **crise de la dette** » à partir de **1982**.

C) Le développement extraverti :

Une partie du tiers-monde va suivre une autre stratégie, celle du « **développement extraverti** », passant par une participation croissante au commerce international, suivant en cela les principes ricardiens des avantages comparatifs. Cette stratégie prend une première forme, celle de « **l'industrialisation par exportation de produits primaires** ». Ce sont en particulier les PED dotés de ressources naturelles abondantes comme le pétrole. L'idée est que les bénéfices tirés de ces exportations doivent permettre d'importer des biens d'équipement pour favoriser l'industrialisation du pays ; mais spécialisés dans une **monoculture**, ces pays subissent une dégradation des termes de l'échange, la forte volatilité des cours des produits primaires ainsi que les pratiques protectionnistes des pays du Nord. De plus, conformément à la **loi d'Engel (1857)**, la part du revenu allouée aux dépenses alimentaires est d'autant plus faible que le revenu est élevé ; à cela s'ajoute que le progrès technique dans les PDEM permet de substituer des matières synthétiques aux matières premières. Enfin, à l'exception des pays de l'OPEP, les PED qui mettent

en place cette stratégie sont touchés par la « *malédiction des ressources naturelles* » (R. Auty, 1990), due à la captation des richesses par une oligarchie corrompue (*comme Mobutu au Zaïre*) et font aujourd'hui partie des PMA et du « *milliard d'en bas* » (P. Collier, *The Bottom Billion*, 2007) du fait de cette spécialisation défailante.

La seconde forme de développement extraverti est la stratégie « *d'industrialisation par substitution aux exportations* ». Elle est initiée dès les 1950s par Hong-Kong et Singapour, rejoints dans les 1960s-1970s par la Corée du Sud et Taïwan (*qui deviennent les « Dragons » ou « NPIA »*) et certains pays d'Amérique latine comme le Brésil, le Chili ou le Mexique. Dans les 1980s, la Thaïlande, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines les rejoignent (*ce sont les « Tigres »*). Il s'agit de substituer progressivement aux exportations de produits primaires des produits de plus en plus élaborés par la « *remontée de filières* » (*modèle de développement en « vol d'oies sauvages »*, Kaname Akamatsu, 1937), tout en s'ouvrant aux IDE des FMN par une politique de main d'œuvre bon marché, pour bénéficier des technologies à la pointe, et en acceptant un rôle de l'Etat soutenu (*stratégie « governed market »*, Robert Wade, 1990). Cette stratégie fut un succès éclatant pour les NPIA : elle conjugue à merveille protectionnisme éducatif (*développement des industries naissantes exportatrices*) et ouverture au commerce international. L'insertion de la Chine dans l'économie mondiale se rapproche de ce modèle d'industrialisation : D. Xiaoping à partir de 1978 lance sa politique des « quatre modernisations » pour libéraliser l'économie chinoise et crée les premières zones économiques spéciales (ZES) en 1979 pour attirer les IDE étrangers.

II- Le tournant libéral des modèles de développement (1980s)

Entre 1968 et 1980, la dette du tiers-monde est multipliée par 12. Cela est dû à la forte demande des PED pour financer leur industrialisation au cours des 1960s et 1970s car ils sont en besoin de financement ($S-I < 0$). Ce recours à l'endettement a été facilité par les taux d'intérêt nominaux très bas pratiqués par la Fed. Mais en 1979, quand Volcker relève les *Fed Funds* à 19% pour lutter contre l'inflation, le remboursement des prêts des PED se voit renchérit. Le Mexique se déclare en cessation de paiement en 1982, avant d'être suivi par le Brésil et l'Argentine : c'est la « *crise de la dette* », qui marque l'entrée dans « *la décennie perdue du développement* » (H. Singer).

Les institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale) vont alors consentir à de nouveaux prêts en contrepartie de l'application de « *plans d'ajustements structurels* » (PAS) : l'idée est que l'échec des stratégies de développement autocentré est causé par une place trop importante de l'Etat dans l'économie et une trop faible ouverture au commerce international ; les concepts de libéralisation, de privatisation et de dérégulation sont donc au cœur de ces plans, et relèvent du terrain d'expérimentation libéral du « *consensus de Washington* » (J. Williamson).

Mais les PAS subissent de nombreux échecs qui font éclater leur remise en cause au cours des 1990s. Elles ne suscitent pas la croissance économique espérée, et provoquent même parfois la pauvreté et l'enfoncement supplémentaire dans le

sous-développement : en effet, le démantèlement forcé du service public, la réduction des dépenses publiques de santé ou d'éducation imposés provoquent des reculs importants en termes d'alphabétisation ou de mortalité infantile. La charge de la dette s'accroît, et la critique des PAS atteint son paroxysme lorsque se multiplient les crises financières dans les PED (*Mexique en 1994, Asie en 1997, Russie en 1998, Brésil en 1999, Argentine en 2002*). J. Stiglitz est la figure de proue de cette critique ; dans *La Grande Désillusion* (2002), il reprochera aux institutions financières internationales d'avoir une conception uniquement libérale du développement qu'il qualifie de « fanatisme du marché » avec un modèle prétendument généralisable à tous les pays : cette « *thérapie de choc* » (J. Sachs) que sont les PAS, imposée aux pays quelles que soient leurs structures économiques et sociales, est vouée à l'échec.

III- Vers un nouveau paradigme du développement (1990s-)

A) Le rôle des institutions :

Les PAS n'ont pas tenu compte des structures internes des PED. Deux institutionnalismes cohabitent. On a d'un côté un D. North (néo classique) qui insiste sur la *mise en place d'institutions* rentrant dans la logique des PAS, ce qui en accentue encore le caractère libéral ; et de l'autre J. Stiglitz (*néokeynésien*) qui s'appuie sur ses travaux sur la concurrence imparfaite pour montrer que *les structures de marché peuvent empêcher les mécanismes marchands d'être optimaux* (*contrats implicites, asymétrie d'information...*). Il préconise tout d'abord d'élargir la notion de développement à des dimensions non économiques comme l'accès à la culture, la démocratie, l'éducation, la santé et la réduction des inégalités ; il appelle également à la mise en place d'institutions de contrôle et de règles de gouvernance financières pour *réguler le système financier* ; il insiste aussi sur le rôle capital que doit jouer l'Etat dans le développement, au côté du marché (*c'est ce juste milieu qu'il qualifie « d'idéalisme démocratique »*) ; il plaide enfin et surtout pour un nouveau modèle de développement qui prenne en compte les spécificités locales.

B) Un développement des libertés :

Amartya Sen introduit une *dimension philosophique* dans la théorie du sous-développement, dans *L'économie est une science morale* (1998) : les stratégies de développement doivent non seulement viser la production des revenus et des ressources pour assurer le développement, mais également des « *capabilités* », *i.e.* que toute personne doit disposer des capacités à pouvoir mener une vie digne et sensée (*avoir accès à l'éducation, pouvoir rire, pleurer*). La disponibilité des ressources ne suffit pas ; il faut aussi assurer la capacité de jouir de ces ressources, cad réintroduire la dimension qualitative du développement. Les stratégies de développement doivent donc avoir comme socle commun la *démocratisation*.

C) Un développement durable :

Si le Club de Rome avait déjà publié le « *Rapport Meadows* » en 1972, les chocs pétroliers et la crise économique font vite passer les *questions environnementales* au

second plan. Ce n'est qu'en 1987 qu'est publié le « *Rapport Brundtland* », dont l'idée force est que l'exploitation des ressources naturelles et la dégradation de l'environnement constituent un danger pour les perspectives futures de croissance et de développement ; il popularise également la notion de « *développement durable* », défini comme « *un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs* ». Il exige la réalisation d'une double équité : intragénérationnelle et intergénérationnelle. Le développement durable a donc une dimension écologique et humaine. Cependant, les PED s'opposent à la dimension écologique du développement durable au nom de leur droit au progrès économique ; ils estiment qu'ils ont un droit légitime à exploiter les ressources naturelles en fonction des besoins nécessaires à leur croissance, au même titre que les pays du Nord lors de leur révolution industrielle au 19^e siècle. En conséquence, les différentes tentatives d'imposer des normes environnementales au niveau international sont contrecarrées par le refus des PED de « sacrifier » leur développement, pour réparer les dégâts environnementaux générés par les pays développés depuis 2 siècles. De ce fait, les principaux accords internationaux sur l'écologie n'engagent actuellement que les PDEM (*protocole de Kyoto* de 1997, *accord de Bali* en 2007). De plus, les PED refusent d'aborder la question de l'environnement tant que les PDEM n'ont pas amendé leurs subventions agricoles, considérées comme une concurrence déloyale par les PED. L'adhésion des PED au développement durable ne pourra donc se faire que dans le cadre d'un nouveau partenariat international.

D) PED « *globalisateurs* » et « *non globalisateurs* » : cette classification a-t-elle un sens ?

L'idée de D. Dollar et A. Kraay en 2004 dans *Trade, Growth and Poverty* est de vérifier l'existence d'une *relation entre libéralisation commerciale et croissance économique* en isolant au sein des PED un groupe de pays « *globalisateurs* ». Ces pays sont définis comme le tiers des PED qui ont connu la plus forte hausse de leur taux d'ouverture (*mesurée par la somme des exportations et des importations rapportée au PIB*) au cours de la période 1975-1995 ou comme le tiers des PED qui ont baissé le plus significativement leurs droits de douane moyens sur la période 1985-1995. Les deux auteurs montrent que les pays « *globalisateurs* » ont vu leur taux d'ouverture plus que doubler sur la période (*passant de 16% à 33%*) ainsi que leur taux de croissance s'accélérer passant de 2.9% par an en moyenne durant les 1970s à 3.5% dans les 1980s puis à 5% par an durant les 1990s. A l'inverse, les pays non globalisateurs ont connu une croissance beaucoup plus faible. Les pays industrialisés ont connu sur cette période un taux de croissance moyen plus faible que les pays « *globalisateurs* » mais plus élevé que les non globalisateurs, ce qui conduit Dollar et Kraay à conclure que les *PED globalisateurs sont en situation de rattrapage par rapport aux pays industrialisés alors que les PED non globalisateurs sont de plus en plus distancés*. Wade critiquera cette approche en 2004 dans *Is Globalization Reducing Poverty and Inequality ?* La critique essentielle porte sur le fait que les pays qui ont enregistré les *taux de croissance en*

termes d'ouverture les plus élevés sont en même temps les plus fermés en début mais aussi en fin de période. Cela conduit à une **situation paradoxale** dans laquelle les pays les moins ouverts sont aussi ceux qui enregistrent les meilleurs taux de croissance économique. Enfin, il faut bien noter que la classification retenue par Dollar et Kraay est très **sensible à la présence dans l'échantillon des deux géants que sont l'Inde et la Chine** : l'accélération de la croissance économique des pays globalisateurs est due à la présence pondérée par la population de ces deux pays.

IV- De l'identification du Tiers-Monde à l'éclatement des Suds

A) L'émergence de la notion de Tiers-Monde

L'après-guerre est caractérisé par la fragilisation des empires coloniaux, et le développement de la décolonisation. Apparaît alors la référence au « *tiers-monde* » en **1952** dans un article de l'Observateur écrit par Sauvy. Le **Tiers-Monde remet en cause l'ordre mondial**, et possède une volonté de s'émanciper, tout en s'affirmant dans l'analyse théorique. Il y a enfin une évolution de l'ordre international avec la prise en compte des problématiques du développement dans le cadre de l'ONU (*mise en place de commissions spécialisées et de structures ...*).

B) Les caractéristiques des économies du Tiers-Monde

Plusieurs interrogations sur la logique du sous-développement :

- **Perspective de Rostow** : fondamentalement, les **économies sous-développées sont des économies en retard** (cf. *étapes de la croissance*), c'est-à-dire qu'elles n'ont pas encore connu un certain nombre d'étapes dans leur développement, en particulier le take-off. Cette lecture est qualifiée de **libérale** : il n'y a pas de spécificité du Tiers-Monde, ces pays doivent reproduire ce qui a historiquement fonctionné pour les pays développés.
- **Lecture « développementaliste » (R. Prebisch, début des 1950s, dans le cadre de la Cepal – Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes)** : les pays sous-développés ont des **caractéristiques particulières**, qui **bloquent le développement**, et qui sont liées à leur histoire et à leurs modalités d'insertion dans l'économie mondiale (*ces économies sont dominées, du fait d'une colonisation, ou simplement d'une hégémonie économique par les pays développés (cas de l'Égypte ou de la Chine)*). Ils ne peuvent donc **pas reproduire le modèle des pays développés du XVIIIe – XIXe**, car les modalités d'insertion sont différentes, d'où la nécessité de trouver des voies spécifiques pour le développement.

→ La dépendance apparaît comme un **produit de l'histoire** (*avant la Révolution industrielle, tous les pays sont pauvres et vivent d'une agriculture de subsistance ; avec la Révolution industrielle se construit une économie mondiale de la dépendance*), naissant progressivement avec la colonisation, et s'affirmant avec des logiques de domination économiques, dont même des pays formellement indépendants sont victimes (*Ex : l'Amérique latine, indépendante politiquement depuis le XIXe, reste sous dépendance économique*).

→ La dépendance correspond à l'**orientation économique du pays vers des besoins extérieurs** : l'appareil productif est largement orienté vers l'extérieur, par exemple, parce que des acteurs économiques extérieurs sont présents et détiennent des monopoles (*exportations, importations*).

→ **Les formes de dépendance sont diverses** :

- **économie de plantation ou d'exploitation minière** : les activités sont dans une large mesure contrôlées par des acteurs étrangers ou sont destinés à des marchés étrangers ;
- **extraversion économique** : les activités économiques sont tournées vers l'extérieur (*ça va plus loin que l'économie de plantation*) ;
- **absence de valorisation des produits** : ces pays exportent des produits bruts, sans transformation, donc des produits pour lesquels il n'y a pas réellement de valeur ajoutée ;

- **origine des capitaux productifs** (*IDE, firmes multinationales*) : dans ces pays, les investissements productifs sont largement dominés par des acteurs étrangers. De quelle manière les acteurs étrangers orientent l'appareil productif (*vers l'extérieur*) ? Quel usage des profits (*rapatriement*) ?

→ La réflexion sur la dépendance se développe dans une **perspective d'inspiration marxiste** (*ce qui ne veut pas dire que tous les théoriciens sont marxistes*):

- **Échange inégal** (**A. Emmanuel**) : le **processus d'exploitation capitaliste se reproduit à l'échelle de l'échange international** entre pays du Nord et pays du Sud : une partie de la plus-value créée dans le Sud bénéficie au Nord, d'où une domination et une dépendance. Ainsi, les ouvriers des pays du Nord deviennent, à leur tour, exploitants.

- **Opposition centre – périphérie** (**S. Amin & G. Frank**) : l'économie mondiale est **structurée autour d'un centre** (les *pays développés capitalistes*) et d'une périphérie marquée par la dépendance, qui renvoie à des processus différenciés dans le **contexte d'un capitalisme mondial** :

⌘ **Rôle de la dégradation des termes de l'échange** (**J. de Castro**, *premier à y faire référence, en parlant de la Jeep américaine et des sacs de café brésiliens*) : les prix des produits importés augmentent plus vite que les prix des produits exportés, de telle sorte qu'en exportant autant, on peut moins importer ; il reste difficile d'identifier nettement la dégradation, notamment du fait de l'évolution différenciée des matières premières et du fait que certains pays exportent et importent des matières premières.

⌘ **Rôle des FMN**: exploitants et pilleurs du Tiers-Monde (*Pillage du Tiers-Monde*, **Pierre Jalee**, 1965).

⌘ **Rôle des transferts de technologie**: mise en œuvre de technologies occidentales très coûteuses (*ce qui accroît la dépendance*) et pas forcément adaptées aux besoins des pays du Tiers-Monde (*notamment en termes de rentabilité et de formation de la population*).

⌘ **Rôle de l'aide au Tiers-Monde**: les aides sont plus soumises à des critères politiques qu'à de réelles nécessités économiques, de telle sorte qu'elles ne génèrent pas d'effets positifs, mais plutôt des difficultés.

⌘ **Rôle des élites locales des pays en développement** : les élites reproduisent des modèles occidentaux plutôt que des schémas efficaces en termes de développement.

- Référence au **« taylorisme et fordisme périphériques »** (**A. Lipietz**, *régulationniste*) : le développement industriel des pays de la périphérie se fait en déplaçant des activités tayloriennes et fordienne des pays du centre vers la périphérie. L'industrialisation se fait à partir de formes d'organisation comparables à celles des PDEM au **XX^e** (*principes fordien*). Ce système est seulement **« périphérique »** : il est largement impulsé par les grandes entreprises des PDEM, mais reste à la "périphérie" des stratégies de ces entreprises ; en outre, le système fordien reste relativement limité : en théorie, les travailleurs sont plus productifs, ce qui augmente leur revenu et accroît leur consommation, ainsi que les débouchés ; cependant, cela n'a pas lieu dans les périphéries.

La désarticulation correspond au produit de la dépendance. Schématiquement, deux grands secteurs se juxtaposent (*il y a dualisme*) : d'une part, un **secteur moderne**, orienté fréquemment autour de l'exploitation des ressources naturelles (*mais qui peut être plus industriel*), caractérisé par des techniques développées, une logique commerciale (*le profit est important*), et généralement tourné vers l'extérieur ; d'autre part, un **secteur traditionnel**, essentiellement rural, mais qui peut être également urbain (*secteur informel*), composé de petites activités, généralement marchandes, mais mobilisant peu de capital et ayant des possibilités réduites de développement (*on parle du "micro tertiaire"*).

[**A. Lewis (1954)** est le premier à théoriser cette juxtaposition à partir d'une **analyse du développement des économies** : dans le **secteur traditionnel** est présente une offre de main-d'œuvre à faible coût et presque illimitée, d'où des stratégies de développement s'appuyant sur cette main-d'œuvre, pouvant enclencher un processus de développement généralisé.] Il n'y a pas de lien économique significatif entre les deux secteurs (*pour Lewis, il y en a*) : les revenus perçus dans le secteur moderne (*où les revenus sont plus élevés, du fait d'une productivité accrue et d'un usage plus important du capital*) ne se diffusent pas dans le secteur traditionnel (*ou alors dans une perspective peu productive*). Par exemple, en cas de hausse de revenu dans le secteur moderne, le multiplicateur s'arrête, et est limité, du fait de l'absence de processus de diffusion.

☐ Dans la perspective dominante (*pas pour Lewis*), **ce dualisme résulte de la dépendance** : les secteurs modernes se développent grâce à **l'impulsion extérieure**, soit parce qu'il y a orientation vers le marché mondial, soit parce que des capitaux d'entreprises étrangères viennent développer ce secteur moderne, orienté pour l'essentiel vers les marchés extérieurs.

La **« non couverture des coûts de l'homme »**, expression de **Perroux**, permet de **passer du principe économique au principe du développement** : le sens du développement est une amélioration des conditions de l'individu. Dans le cadre d'un processus de développement, les individus et les économies ont la possibilité de voir

certaines coûts pris en charge. Le sous-développement est caractérisé par le fait que ces coûts ne sont pas pris en charge de manière satisfaisante.

C) L'évolution de la réflexion sur les frontières du Tiers-Monde

L'expression de **pays sous-développé** sera rapidement **abandonnée**, car elle **induit une hiérarchie**, et une **linéarité** : le sous-développement serait un retard, et les pays en sous-développement seraient engagés dans un **processus de rattrapage** (*modèle de Rostow*). Progressivement, l'idée de **PED** s'affirme : d'une part l'accent est mis sur le processus, c'est-à-dire l'idée que ces pays ne sont pas bloqués, et d'autre part, avec cette expression, le champ des développements possibles reste ouvert. L'expression se développe dans les **années 70** : il est légitimé par le **rapport Brandt** publié par une commission présidée par l'ancien chancelier allemand, qui propose une série d'**analyses autour d'un développement pour le Sud**. La formalisation est neutre : l'essentiel des pays développés est au Nord, et l'essentiel des PED est au Sud (*c'est-à-dire dans l'hémisphère Sud, et au Sud des PDEM*). Mais cette expression a priori neutre se charge rapidement de significations : **le "Sud" a la volonté de s'affirmer et de se développer**. L'expression est soumise à **deux critiques** :

- **Pertinence de la caractérisation géographique** : des pays développés (*Australie, Nouvelle-Zélande*) se situent au Sud, et des PED au Nord (*Corée du Sud*).

- En donnant un critère géographique, la **question du développement a tendance à être naturalisée** : il y aurait au Nord des éléments absents au Sud, et qui contribuent à expliquer le sous-développement. Le sous **développement est alors "naturel", et donc fatal**. Par exemple, le **climat** : **Montesquieu** établissait déjà un **lien entre climat et développement** ; le climat tropical rend ainsi possible la pérennité des sociétés de chasseurs cueilleurs, et permet également le développement de certaines maladies (*paludisme, dengue*) ; de même, selon **Cossandey**, dans certaines **zones tropicales**, l'alternance de climats empêche certaines plantations de pousser. De même, le charbon, élément essentiel de la Révolution industrielle, se trouve presque exclusivement dans le Nord. *Mais est-ce bien suffisant pour expliquer le sous-développement ?*

V- Quel bilan pour les stratégies de développement ?

La question des **stratégies de développement** se pose dans l'après 2ème Guerre Mondiale, mais se décompose en plusieurs réflexions :

- *Faut-il reproduire le modèle des pays industrialisés ou choisir une voie spécifique ?* Si le sous-développement est vu dans la perspective de Rostow, alors il n'est qu'un retard, et les pays sous-développés n'ont qu'à reproduire le modèle des PDEM. Mais on peut considérer que l'intégration dans l'économie mondiale est différente : des pays sont déjà développés, ce qui change le contexte et les voies possibles de développement pour les pays sous-développés.

- *Quelle peut être l'influence du modèle socialiste* (l'URSS s'est développée dans l'entre-deux-guerres) sur les stratégies de développement, notamment en termes de droits de propriété, d'État et d'impulsion au développement (agriculture et industrie légère comme dans la Révolution industrielle, ou industrie lourde comme en URSS) ?

A) Les premières réflexions sur le développement

Le **cercle vicieux de la pauvreté** est une analyse formalisée par **Nurske (1953)** : il identifie un ensemble de **causalités négatives** entre différentes variables qui **auto-entretiennent le sous-développement** : on part de la pauvreté, créant des conséquences négatives, d'où un entretien de la pauvreté. On identifie donc **quatre cercles vicieux** :

- **Par l'épargne** : schéma néoclassique ; critique : l'épargne est, ici, un préalable à l'investissement.

- **Par la demande** : schéma keynésien.

- **Par les dépenses d'éducation** : ces dépenses ne peuvent se faire ni par l'État (ressources, par impôts, faibles), ni par les familles.

- **Par la malnutrition/sous-nutrition**.

Le **blocage fondamental** est le manque d'épargne.

L'intérêt de cette analyse est de montrer que **le sous-développement est lié à des caractéristiques structurelles des pays concernés** : il y a un blocage, un verrou dans la pauvreté, qu'il faut défaire ; **ce n'est pas un retard**.

→ Plusieurs **limites à ce raisonnement**:

- **Question de l'origine du défaut d'épargne** : le manque d'épargne vient de la pauvreté, mais un pays pauvre ne pourrait-il pas lui aussi avoir un niveau d'épargne raisonnable ? Ce n'est pas une question de pauvreté absolue, mais

surtout d'**inégaie répartition**, des revenus notamment. De plus, l'épargne n'est pas forcément un préalable nécessaire à l'investissement (*il peut y avoir le crédit dans une perspective keynésienne*), et l'investissement n'est pas nécessairement financé à partir d'une épargne nationale, puisque des flux de capitaux étrangers peuvent intervenir.

- D'où une deuxième limite : Nurkse ne prend pas vraiment en compte la **dimension internationale**, l'insertion des pays pauvres dans l'économie mondiale.

- Cette analyse de l'auto-entretien de la pauvreté **ne propose pas de solution** permettant de répondre aux problèmes du développement.

Rosenstein-Rodan (1943) dit que les économies du Tiers-Monde souffrent d'un **manque d'investissement**, et de **ressources disponibles d'investissement**. D'où la nécessité d'un **effort d'investissement global (big push)** pour briser les blocages du sous-développement (*articulation possible avec Nurkse : un effort d'investissement pourrait faire sortir du cercle vicieux*).

Le programme d'investissement **doit concerner l'offre et la demande**, ainsi que tous les secteurs : toute l'économie doit se mettre en mouvement, de façon à enclencher un effet d'entraînement. Il s'agit là d'une théorie de la croissance équilibrée. Elle diffère du **modèle de la croissance déséquilibrée (Perroux & Hirschman)**, dans lequel il faut privilégier certains secteurs clés, qui créeront alors des déséquilibres, obligeant les autres secteurs à se mettre en mouvement.

B) La mise en place des stratégies de développement

La stratégie de développement se met en place à partir de la **satisfaction des besoins nationaux** : elle correspond à une volonté, à un choix politique de privilégier les besoins nationaux par rapport aux éléments extravertis qui génèrent des dépendances, d'où la nécessité de rompre avec cela.

L'État joue un **rôle moteur** : il prend en charge la stratégie de développement, c'est-à-dire qu'en plus de définir la stratégie, il **met en œuvre les moyens liés à cette politique**. Cela peut aller jusqu'à des modèles de type socialiste, intégrant une socialisation des moyens de production. Dans les pays du Tiers-Monde, on n'a pas d'expérience socialiste aussi poussée que celle de l'URSS, même si la Chine est le pays qui va le plus loin ; l'Inde, le Ghana, la Guinée, le Vietnam, le Laos, ..., s'inscrivent également dans ce modèle.

Ce principe fait écho au développement du Japon et à l'analyse de **Gerschenkron**.

Dans le **développement autocentré**, la priorité est donnée à l'**industrie lourde** : ce développement répond au principe de croissance déséquilibrée, avec recherche d'effets d'entraînement. On retrouve le **débat Boukharine – Preobrazhensky** de l'URSS en **1926**, sur la stratégie de développement à mettre en œuvre : le premier est en faveur d'une stratégie équilibrée, assurant le développement de l'agriculture et de l'industrie légère autant que de l'industrie lourde. Pour le second, l'agriculture doit servir de réserve de capitaux et de main-d'œuvre, et il faut exercer une pression grâce à des bas prix agricoles pour permettre l'industrialisation (*le développement de l'économie viendra du bas coût de la matière de base (énergie, ciment, chimie lourde, sidérurgie)*).

Modèle des « industries industrialisantes » en Algérie, **1960s** (*forte réorientation de l'économie : en tant que colonie, l'Algérie se concentre surtout sur l'agriculture – huile d'olive, blé,...*). Le cadre théorique est celui de **G. Destanne de Bernis** :

- **Identification d'industries lourdes** porteuses d'effets d'entraînement significatifs et qui doivent concentrer les efforts d'investissement (*sidérurgie, électricité, cimenterie*) ;

- **Mise en œuvre de techniques modernes** (*financement grâce à la rente pétrolière*) : importation de technologies, achat d'entreprises clé en main ;

- Les **secteurs prioritaires** sont structurés à partir de **grandes firmes à capitaux publics** : ces secteurs sont caractérisés par des investissements importants et des coûts fixes élevés, donc une rentabilité lente. On recourt donc à des **entreprises d'État** (*abstraction des contraintes de rentabilité marchande*);

- La **diffusion de la dynamique de croissance** à l'agriculture et à l'industrie légère doit venir dans un 2^{ème} temps (*c'est l'idée "d'industries industrialisantes"*).

Ces stratégies de développement autocentré sont globalement un **échec** :

- **Taux de croissance relativement faible** et **peu de mutations structurelles** (*l'industrialisation ne se produit pas vraiment*). Dans le cas de l'Algérie, l'agriculture était largement exportatrice (*tournée vers les besoins de la métropole*), et intensive, donc, en obtenant son indépendance politique, elle perd son débouché naturel (*les liens entre les producteurs algériens et les firmes de commerce français sont coupés*), d'où une dépendance. Du côté des industries lourdes, le problème provient de la rentabilité (*coûts de production restent élevés*) et des débouchés faibles, donc les économies d'échelle se mettent difficilement en place. L'industrie légère n'existe pas.

Le **modèle ISI** (*Industrialisation par substitution d'Importations*) apparaît dans les **années 50-60**, voire début 70. Il correspond à une **forme particulière de développement** autocentré en Amérique latine et au « *desarrollo* » (développement) de **Celso Furtado**.

Le développement doit se fonder sur le **marché national** avec la mise en œuvre d'une **politique douanière spécifique** (*lien avec le principe du protectionnisme éducateur*). L'enchaînement de la crise de **1929** (*blocage du commerce international, par la mise en œuvre d'un protectionnisme en cascade*) et de la Seconde Guerre Mondiale (*commerce international désorganisé et menacé par les sous-marins allemands*) fait que le développement ISI est **presque imposé** au début : les pays d'Amérique latine ont du mal à importer et à exporter (blocage des flux des pays d'Amérique du Sud). Dans les **années 50**, avec l'apparition de **régimes plus nationalistes** (Argentine,...), il y a une volonté plus forte de mettre en place ce système. Derrière ce système, on peut trouver trois grandes mesures :

- **Volonté de développement du marché intérieur** (*donc hausse de la rentabilité possible pour les industries*) grâce à :

✕ Des **réformes agraires**: aider des propriétaires à exploiter des territoires assez grands pour dégager des revenus et acquérir des biens industriels ; c'est le modèle des latifundia par opposition aux microfundia, notamment appliqué en Argentine ;

✕ Des **réformes fiscales**: redistribution;

✕ Des **intégrations régionales**: plus grand marché intérieur.

- **Protectionnisme sélectif** : il ne s'agit pas de protéger toute l'économie (*développement autocentré : protectionnisme total, par barrières douanières*) ; on produit sur place, ce qui était autrefois importé, en développant l'industrialisation, ce qui oblige à importer d'autres produits (*Ex : j'importais du textile, maintenant je le produis, je dois donc importer des machines textiles*) ; s'opère alors une **remontée de filières**.

- **Financement avec recours contrôlé aux investissements extérieurs** (investissements sélectifs), attirés par la possibilité de **contourner les barrières douanières**, et action de l'État (financement, entreprises nationales).

Le processus bute sur une **double contrainte majeure** :

- **Faiblesse du marché intérieur** : le niveau absolu de revenu reste faible, et les inégalités sociales n'ont pas été résolues, avec notamment un manque de classes moyennes, ce qui bloque les débouchés.

- **Difficulté à construire une offre compétitive** : normalement, le protectionnisme doit permettre d'opérer une remontée des filières, en dégageant des ressources par les exportations, mais ce protectionnisme permet surtout à certains de dégager une rente.

Il y a une rupture avec la logique précédente : le développement suppose l'insertion dans l'économie mondiale.

Mobilisation d'une réflexion autour des théories du commerce international : appui sur les **avantages comparatifs** (*produits primaires*) et/ou la dotation en facteurs de production (*main-d'oeuvre à faible coût, cf. A Lewis*) : il s'agit de s'appuyer sur ces atouts pour s'insérer dans le commerce mondial.

Deux dimensions:

- **Industrialisation par Promotion d'Exportations** (IPE) : le développement s'appuie essentiellement sur les **matières premières** et les **ressources naturelles** (*pétrole, cacao, café*), et essaie d'en tirer le maximum par une première transformation sur place (**Viner**) : par exemple, le pays exporte du pétrole raffiné plutôt que du pétrole brut, il y a donc plus de valeur ajoutée, et le pays dégage plus de ressources.

Interrogations sur la fragilité de ce modèle :

✕ **Volatilité des cours mondiaux**: la plupart des pays exportateurs ne sont pas maîtres du prix des produits qu'ils exportent, ils sont donc **dépendants** de ces cours. D'autant plus qu'il y a un **risque de cercle vicieux** : en cas de baisse du cours, les producteurs augmentent leur production pour maintenir le niveau de leurs revenus, ce qui fait encore baisser les cours. [**Loi de King** : désigne le fait que, en raison de la rigidité de la demande (*inélasticité de la demande*) de produits (*agricoles*) de première nécessité, une variation minime de l'offre de ces derniers est susceptible d'entraîner une variation très importante de leurs prix].

✕ « **Dutch disease** » ("maladie hollandaise") : dans les **années 60**, les Pays-Bas sont riches en ressources naturelles (*notamment en gaz*), ils ont donc une rente importante et dégagent des **excédents commerciaux** ; le secteur concerné n'est pas incité à être efficace et performant, et les excédents commerciaux conduisent à la **hausse du cours de la devise** et à une **surévaluation de la monnaie**. La richesse du pays se transforme alors en élément de maladie : elle provoque faible croissance, tension inflationniste et perte de compétitivité (pour toute l'économie, pas seulement la production de matières premières).

- **Industrialisation par Substitution d'Exportations** (ISE) : ce développement s'appuie sur la **dotation en facteur** (*main-d'oeuvre abondante et bon marché*), à partir de laquelle on développe de **nouveaux types d'exportations**, en rompant en particulier avec le schéma classique des économies du Sud : la part d'exportation de produits manufacturés augmente par rapport à celle des exportations de produits bruts. Le développement est fondé sur les

exportations, mais la structure de celles-ci se transforme. Il s'agit de coupler dynamisme des exportations et évolution des avantages comparatifs (*qui ne sont pas donnés et éternels, mais qui peuvent être modifiés*).

Quelle est la **place de l'État** dans ce processus ? Au départ, le **développement extraverti** (IPE et ISE) s'inscrit dans une **logique libérale** (*de libre-échange*), mais on constate que cette stratégie passe dans la pratique par une **intervention significative** de l'État :

- **Protectionnisme sélectif**, destiné à évoluer et à se transformer (remontée des filières) ; Ex : Corée du Sud.
- Impulsions et **incitations publiques** dans les secteurs visés.
- **Orientation des capacités de financement** du pays vers les secteurs prioritaires, d'où parfois un développement par endettement (Ex : les chaebols (conglomérats) coréens (Daewoo, Samsung,...) se forment avec un recours significatif à l'endettement)
- **Gestion de la main-d'œuvre** : éducation développée (système de formation développé et étendu pour avoir une main-d'œuvre qualifiée) et frein aux augmentations de salaires (répression des mouvements ouvriers, enfermement durable des syndicalistes).

Identification de **réussites incontestables**:

- Les **4 Dragons d'Asie** (*notamment Taïwan et la Corée du Sud*), qui sont maintenant des pays développés.
- Les **Bébés tigres** (*Malaisie, Thaïlande, Indonésie, Philippines et Vietnam*) : l'interprétation de leur dynamique de croissance est plus compliquée (*pas seulement industrielle : tourisme, exploitation forestière, riz*).

Mais aussi de **difficultés significatives** : pour certains, le développement de l'Asie par rapport à l'Afrique est dû au choix de ce modèle (*le développement extraverti est le bon modèle*), mais on peut aussi intégrer des **paramètres nationaux** (*historiques et géographiques*) : par exemple, après le conflit contre le Nord, la Corée du Sud reçoit de nombreuses aides, notamment du Japon et des États-Unis (*flux d'aides et transferts de technologie*), ce qui lui permet de développer des industries d'habillement et de produits électroménagers. En outre, le contexte est favorable pour les pays d'Asie du Sud-Est : la **consommation dans les PDEM est en pleine croissance**, et le GATT **autorise le protectionnisme sélectif** dans le cadre du développement. Enfin, les Dragons d'Asie sont géographiquement bien placés, puisqu'ils sont sur des **voies de passages importantes**. En revanche, le contexte est plus difficile pour les Tigres d'Asie : **le fordisme s'essouffle**, et des tensions s'exercent sur les tarifs douaniers.

C) Echecs et réussites du développement

→ Deux constats : premièrement, la pauvreté touche plus largement les femmes dans les PED.

L'ISDH, indice sexospécifique (calculé d'une part pour les hommes et d'autre part pour les femmes) est nettement plus faible pour les femmes. Deuxièmement, le travail féminin est plus important, mais moins rémunéré que le travail masculin (travail domestique, ou travail salarié moins bien payé). Les stratégies et projets de développement intègrent peu la situation des femmes : c'est une catégorie en marge de la réflexion sur le développement. La question commence à être prise en compte seulement dans les années 90.

→ Sont alors mis en œuvre des programmes visant à favoriser l'accès des femmes à l'éducation et à la contraception, et à développer les équipements collectifs (Ex : réseau d'eau, traditionnellement une tâche féminine). En effet, le niveau de scolarisation des femmes est fortement corrélé à la dynamique et au niveau de développement d'un pays : il y a une influence mutuelle (l'éducation permet le développement, qui permet l'éducation, par la mise en œuvre de plus de moyens et par le besoin de plus de main-d'œuvre).

→ Ambivalence de l'effet de l'industrialisation sur la situation des femmes : le développement peut permettre une amélioration de leur situation (et une femme éduquée et sans enfant peut-être une bonne chose pour le développement), mais dans un certain nombre de cas, le développement peut passer par l'exploitation du travail féminin, notamment des jeunes femmes, considérées comme les plus productives.

Par exemple, derrière le développement chinois, on utilise une main-d'œuvre féminine (25-30 ans) avec des conditions de travail difficiles. Pour certains auteurs, un élément discriminant serait la capacité ou non de mobiliser une telle main d'œuvre, nourrissant la compétitivité des usines concernées. L'Afrique, encore sous-développée, n'aurait donc pas réussi à mobiliser cette main-d'œuvre.

→ Les enjeux renvoient davantage à la culture: des facteurs culturels jouent un rôle dans le développement.

Opposition Afrique – Asie :

⌘ Il existerait des traits culturels africains qui freinent les dynamiques économiques:

- Conception cyclique du temps (cycle annuel de saison, cycle pluriannuel d'accidents climatiques, poids de la mémoire) et importance de la tradition, qui sont peu propice à l'investissement, à l'innovation.

- Poids des solidarités familiales et villageoises, voire ethnique, qui ont un impact sur la mobilisation du travail et l'accumulation privée : l'appartenance à tel groupe oblige l'individu à participer aux événements familiaux et villageois, et à redistribuer ses richesses. L'homo oeconomicus serait alors un acteur qui est en décalage avec la culture africaine : par exemple, le *target worker* est le fait qu'une augmentation du revenu est sans conséquence sur l'offre de travail.

⌘ Les valeurs asiatiques apparaissent mieux adaptées à la dynamique capitaliste : respect de la hiérarchie (héritage du confucianisme), tradition de l'agriculture intensive, ce qui facilite la modernisation de l'agriculture, en plus de permettre de passer facilement à une agriculture plus commerciale.

→ Pour certains auteurs, tel que J.-F. Bayart, la référence à la culture est une erreur : la culture évolue en permanence, se construit sans arrêt par rapport au contexte historique.

→ Constat: fort niveau d'inégalités dans les pays du Tiers-Monde (coefficient de Gini très élevé), avec des différences de degré, mais un point commun: la forte polarisation et la faiblesse de la classe moyenne.

→ Analyse classique du lien inégalités – développement: courbe de Kuznets. Le processus de développement s'accompagne dans un premier temps d'une augmentation des inégalités, et, au-delà d'un certain seuil, qui reste difficile à déterminer, apparaît un processus de réduction des inégalités. Cette réduction des inégalités est-elle liée à un processus économique (hausse des salaires), à des facteurs sociaux (le développement voit apparaître des mouvements salariés) ?

→ Interrogations:

- Validation du modèle du « *trickle down* » (*ruissellement*) : l'élévation de la richesse des plus favorisés pourra bénéficier à l'ensemble de la population, par diffusion de la richesse (*trickle down* : en dépensant plus, en investissant,..., cela pourra générer une distribution de richesses), et par incitation (aspiration des plus pauvres à se rapprocher des plus riches).

G. Gilder (du mouvement des *supply-side economics*, c'est-à-dire de l'économie de l'offre) dit : « *la meilleure chose que vous puissiez faire pour un pauvre, c'est lui permettre de devenir riche* ».

- Lien inégalités – développement du marché intérieur (*Pyramid basis market*) : dans les pays du Tiers- Monde, la classe pauvre est pauvre et nombreuse (base de la pyramide) ; si on est capables de proposer des produits adaptés à cette population (peu coûteux, vendable en un grand nombre d'exemplaires), on pourra développer un marché intérieur. Par exemple, la voiture Nano du groupe Tata en Inde (échec, mais exemple).

- Lien inégalités – stabilité politique : les inégalités peuvent avoir un coût pour la croissance, de par l'instabilité politique qu'elles engendrent.

- Conditions de mise en place de systèmes de redistribution et de protection sociale permettant de réduire les inégalités : la partie décroissante de la courbe de Kuznets apparaît-elle naturellement, ou bien suppose-t-elle une modification des institutions (Ex : redistribution) ?

Par exemple : le développement extraverti de la Chine rencontre maintenant des limites (pression à la hausse des salaires, mouvements sociaux), son avantage est fragilisé. La Chine doit alors recentrer son développement, c'est-à-dire développer son marché intérieur. Pour cela, il lui faut augmenter la consommation de la population, donc baisser son épargne. Or, la population chinoise épargne beaucoup, car l'éducation et les études sont à la charge des familles à partir de 15 ans, car la retraite est largement à la charge de l'individu,...

Pour augmenter la consommation, une protection sociale peut être nécessaire.

→ L'idée dominante des modèles de croissance est que l'agriculture n'a pas une place centrale dans le processus de développement. Preobrazhensky dit que l'agriculture est surtout un réservoir de main-d'œuvre et de capitaux, et la stratégie de développement consiste à puiser dedans. Progressivement, on s'interroge là dessus, après le déclenchement des stratégies de développement : est-il efficace d'ignorer l'agriculture ?

→ Les difficultés agricoles fragilisent le développement :

- Une agriculture peu productive génère une dépendance alimentaire, donc des importations (les ressources utilisées pour importer ne pouvant de plus pas être utilisées pour se développer) ;

- Rétention de main-d'œuvre : l'agriculture doit devenir plus productive, afin de libérer une main-d'œuvre pour les secteurs qui favorisent le développement. Savoir dans quelles conditions les agriculteurs du Tiers-Monde peuvent devenir plus productifs n'est pas une question posée dans les modèles de développement ;

- Limitation du marché intérieur : l'agriculture est peu efficace, donc les salaires sont peu élevés, donc la demande est limitée.

☐ L'agriculture est une dimension forte (préalable) du développement.

→ Question des modalités du développement agricole :

- Structure de la propriété foncière : dans la quasi-totalité des pays du Tiers-Monde, la propriété foncière est répartie de manière extrêmement inégalitaire. On oppose les grandes latifundias (grandes exploitations qui sont fréquemment cultivées de manière extensive) aux microfundias (petites propriétés foncières). Ce système n'est pas efficace : les latifundias ne sont pas efficaces, car les exploitants recherchent une rente leur permettant de garder un certain train de vie en ville (ils ne sont pas sur leurs exploitations). Pour les petits propriétaires, même s'il y a une volonté de produire de manière plus intensive, les moyens sont souvent absents (donc pas d'investissement).

Par conséquent, beaucoup de pays du Tiers-Monde (Asie, Amérique latine) entreprennent dans les années 50-60 des réformes agraires, notamment une redistribution des terres : les latifundias sont redistribués soit à des petits propriétaires, soit à des collectivités. L'idée est d'avoir beaucoup de petits exploitants ayant intérêt à développer leurs cultures. Le Mexique, dès le début des années 20, a commencé cette réforme. Taiwan et la Corée du Sud sont ceux qui poussent le plus loin la réforme. Le Brésil, encore aujourd'hui, a la volonté d'entreprendre des réformes agraires. En Afrique, les exploitations sont encore peu individualisées.

Le bilan de ces réformes est extrêmement diversifié : certaines ont permis d'augmenter les capacités de production, d'assurer l'indépendance alimentaire nationale (Ex : la Corée du Sud et de Taïwan, où les réformes ont modernisé l'agriculture, avec une hausse de la productivité, une baisse de la dépendance alimentaire), et d'autres ont été moins convaincantes, notamment en Amérique Latine, à cause d'une application limitée de la réforme (Ex : le Brésil l'annonce, mais l'applique peu), ou d'une mauvaise application (Ex : redistribution des terres dans les Andes, mais pas de modernisation des voies pour transporter les produits agricoles).

- Techniques modernes : l'intensification de l'agriculture passe par des pratiques et des techniques agricoles, comme la Révolution verte, dont le père est Norman Borlaug : il s'agit d'utiliser les progrès de l'agronomie pour augmenter la production agricole. Plusieurs outils : la sélection des espèces (le riz plus productif, le blé adapté à des conditions climatiques spécifiques), l'utilisation d'engrais et de pesticides (puisque les espèces hybrides sont plus productives, mais aussi plus fragiles). Une telle révolution a été testée au Mexique, en Asie du Sud-Est et au Nord de l'Inde.

Le bilan est relativement partagé : dans les zones qui ont mis en place cette révolution, les rendements et la production se sont accrus. L'Inde, par exemple, est devenue autosuffisante dans le domaine du riz et des céréales, et elle se révèle capable d'exporter des produits alimentaires. En revanche, la Révolution verte suppose des investissements de la part des paysans, pour acheter les semences, les engrais et les pesticides (rupture avec l'agriculture traditionnelle, où le paysan sème une partie de sa production passée). La Révolution verte provoquerait ainsi un accroissement des inégalités (certains paysans ont les moyens et bénéficient donc des aspects positifs, et d'autres ne parviennent pas à s'engager dans de tels investissements, sont donc fragilisés et contraints à l'exode rural). De plus, des paysans ont recours à l'endettement (engrais, machines,...), d'où le risque de tomber sous la dépendance d'usuriers (emprunt à taux extrêmement élevés) en Inde, du fait d'un système bancaire peu développé. Il y a donc également des coûts sociaux. Enfin, des zones restent à l'écart de cette révolution, telle l'Afrique : l'Afrique a en effet une faible pression démographique, donc une faible densité de population, et donc une tradition de culture extensive, alors que la Révolution verte met l'accent sur une agriculture intensive en main-d'oeuvre et en facteurs de production. De plus, les variétés autour desquelles se construit la Révolution verte (riz, blé) ne sont pas cultivées en Afrique, car elles ne correspondent pas aux variétés traditionnelles africaines.

Se pose la question de l'articulation d'une agriculture orientée vers les besoins nationaux et d'une agriculture tournée vers l'extérieur : complémentarité (une hausse de l'efficacité de l'agriculture permet de remplir les deux objectifs) ou concurrence (les exportations peuvent se faire au détriment des besoins nationaux).

- Investissements sociaux/en équipements collectifs : dans la quasi-totalité des pays du Tiers-Monde, le monde rural est marqué par un sous-investissement significatif (transport, aménagement collectif, éducation, santé). Il y a un biais en faveur des villes : cela renvoie à un choix politique, puisque la population urbaine exerce une plus grosse pression (Ex : les révoltes naissent souvent d'abord dans les villes). Cette faiblesse en investissement fragilise la production agricole : une stratégie de développement en matière agricole reviendrait à rééquilibrer les investissements.

- Accès au marché : dans un grand nombre de pays du Tiers-Monde, les paysans doivent passer par des intermédiaires pour vendre (organisme public qui fixe le prix ou intermédiaire). Ils ne disposent pas de l'information pertinente sur les marchés : en particulier, lorsqu'ils vendent, ils ignorent le niveau des cours, d'où une situation de faiblesse (captation d'une rente par les intermédiaires). L'accès au marché par les paysans passe alors par leur accès aux moyens de communication (internet, téléphonie mobile (50% de la population en dispose actuellement)).

☑ On observe trois temps dans le développement agricole : l'agriculture a d'abord été mise à l'écart (censée suivre le développement industriel), puis il y a eu la Révolution verte, et enfin une diversification actuelle des développements agricoles.

→ La géographie joue un rôle dans le développement :

⌘ Ressources naturelles : certains pays du Tiers-Monde ont des avantages que d'autres n'ont pas. Cette différence de situation peut expliquer, pour partie, des écarts de développement. Cette piste est développée notamment par J. Sachs : la disponibilité en ressources naturelles n'est pas une condition au développement (Ex : Corée du Sud), et la disponibilité en ressources naturelles n'implique pas forcément le développement (Ex : Congo, Ghana ; cf. « Dutch Disease »). Mais la disponibilité en ressources naturelles peut aider. Il reste la question de la valorisation, des risques,...

⌘ Position par rapport aux grands flux mondiaux: les pays d'Asie du Sud-Est (Dragons d'Asie, Tigres d'Asie) se trouvent sur les grandes voies de passage, tandis que les pays d'Afrique centrale sont complètement enclavés.

→ Importance du contexte historique de développement: les pays d'Asie du Sud-Est se développent dans la période de croissance fordiste, ce qui favorise le développement de leurs exportations de produits manufacturés à partir de la fin des années 60. Aujourd'hui en revanche, il semble plus difficile de se développer.

☒ Manifestement, la détermination et la définition d'une stratégie de développement ne sont pas suffisantes pour garantir le développement. Les conditions nationales, historiques, géographiques sont essentielles pour comprendre les réussites et les échecs en matière de développement.

VI- Le renouvellement des perspectives en matière de développement

A) Les PED dans la mondialisation

Rappel : la crise de la dette naît avec le "recyclage" des pétrodollars dans les PDEM, donc le développement de flux de capitaux privés vers les PED (essentiellement l'Amérique latine). Elle éclate en 1982 avec le défaut de paiement du Mexique, et est liée à la hausse des taux d'intérêt mondiaux à la fin des années 70 (notamment américains), à l'appréciation du dollar (hausse du poids de la dette), mais aussi aux difficultés que connaissent les pays du Tiers-Monde importateurs de pétrole pour dégager des excédents commerciaux, suite au deuxième choc pétrolier. L'endettement n'a pas eu les effets attendus (développement, hausse de la compétitivité et de la productivité), car il n'a pas eu le temps (il ne devient significatif qu'à partir de 1975) et car il a mal été utilisé. Apparaissent des solutions progressives : plans Baker en 1985 et Brady en 1989 avec allègement du poids de la dette.

→ Le consensus de Washington est une expression forgée par J. Williamson (1989): il résume en 10 points les principes que doivent suivre les PED pour moderniser leur économie. Ce terme désigne le fait que ces idées sont partagées par les grandes organisations internationales qui ont leur siège à Washington (notamment le FMI et la Banque mondiale), et que ces organismes ont vocation à agir ensemble, à coordonner leurs actions et leurs politiques. La première logique consiste à stabiliser les PED endettés et à les faire retrouver les grands équilibres macroéconomiques, notamment dans une perspective déflationniste : politiques monétaire, budgétaire et de change sont mobilisées pour maîtriser l'inflation (stabilisation nominale de l'économie). La deuxième logique est celle d'un ajustement structurel, dans une perspective libérale, par la réforme des prix relatifs d'une part, c'est-à-dire faire en sorte que les prix relatifs reflètent les différences de coût et de rareté (alors que, dans les pays du Tiers-Monde, les produits, notamment primaires, sont largement subventionnés, d'où une distorsion des prix relatifs et un impact négatif sur l'allocation des ressources), et par la transformation des incitations d'autre part, en permettant aux acteurs économiques qui le souhaitent de s'engager dans la recherche de profit dans une perspective individuelle.

► Les 10 points du consensus selon Williamson:

1. La discipline budgétaire : l'objectif est un équilibre budgétaire obtenu par une maîtrise des dépenses ;
2. La réorientation de la dépense publique, en faveur des plus pauvres (équipements et infrastructures dans la santé, l'éducation... ; ≠ aides, revenu minimum) ;
3. La réforme fiscale : moderniser la fiscalité souvent perçue sous forme de droits (importance des douanes dans les PED), afin de rechercher la neutralité fiscale, ne perturbant pas le système des prix relatifs ;
4. La libéralisation financière : déréglementation des marchés financiers ;
5. L'adoption d'un taux de change unique et compétitif : éviter les dévaluations compétitives (un taux de change compétitif est un taux correctement fixé), éviter les taux de changes spécifiques aux exportations ou aux importations ;
6. La libéralisation des échanges : renoncer au protectionnisme (progressivement tout du moins) ;
7. L'élimination des barrières à l'investissement direct étranger : assurer une fois de plus une croissance extravertie ;
8. La privatisation des entreprises publiques ;
9. La réforme de la réglementation des marchés pour assurer l'élimination des principales barrières à l'entrée et à la sortie : déréglementation ;
10. La garantie des droits de propriété.

► Quel bilan pour le consensus de Washington?

✕ Le consensus a une grande influence, notamment dans les années 90, où il inspire les politiques dans les pays en développement, ainsi que des stratégies de transition. Il est imposé par les organismes internationaux, mais également largement accepté par les gouvernements (Ex : l'Argentine fera plus que ce qui a été demandé par les organisations).

✕ Le bilan économique apparaît contrasté:

- Pour certains, il faut distinguer nettement le court du long terme : à court terme, le consensus de Washington représente un poids pour la croissance, notamment quand les PAS sont mis en œuvre en pleine crise (les interventions du FMI dans la crise de 1997 sont ainsi néfastes). À long terme, on observe un redémarrage de la croissance, notamment dans les pays concernés par les PAS ; deux lectures : l'interprétation libérale consiste à dire que c'est grâce au PAS que la croissance redémarre (purge bénéfique mais bénéfique à long terme), tandis que l'autre consiste à dire que c'est parce qu'on a allégé la logique des PAS (au bout d'un certain temps) que la croissance redémarre.

- Interrogations sur les coûts sociaux : dans la deuxième moitié des années 80, des émeutes de la faim apparaissent. Les suppressions des subventions, qui permettaient d'avoir des prix bas, imposées par les PAS, provoquent une hausse brutale des prix (céréales, pain,...), notamment au Venezuela, en Algérie. [Ces émeutes sont à distinguer des émeutes de la faim de 2007-2008, dont l'origine est la flambée des prix des matières premières]

► Critiques du consensus de Washington (Rodrik, Stiglitz):

- Critique scientifique :

✕ Négation des spécificités par pays: les mêmes règles sont imposées, quels que soient les pays. On ne tiendrait pas suffisamment compte des caractéristiques des pays concernés ;

✕ Non prise en compte des sujets institutionnels: les institutions sont ramenées simplement au libre marché et aux droits de propriété; on n'intègre pas assez précisément la gouvernance et en particulier la capacité d'un État à être suffisamment efficace;

✕ Interrogations sur la pertinence des préceptes libéraux: une stabilisation nominale et une libéralisation des économies suffisent-elles pour garantir une économie plus efficace?

- Critique pragmatique :

✕ Les pays qui ont résisté aux injonctions du FMI ont souvent mieux réussi que ceux qui s'y sont pliés (Ex : le Chili, dans les années 80-90, taxe fortement les investissements de type spéculatifs et financiers, tout en favorisant les investissements productifs ; de même, la Malaisie, en 1997, dans la crise asiatique, met en place un strict contrôle des changes en limitant fortement le mouvement des capitaux, et sera un des pays asiatiques les moins touchés par la crise, d'où un rapide démarrage) ;

✕ Existence d'autres modèles: NPIA, Chine.

- Critique politique : Ces stratégies correspondent aux intérêts des créanciers occidentaux, plus qu'à ceux des populations concernées : l'objectif ne serait pas une hausse du revenu de la population, par exemple, mais de s'assurer que le pays puisse continuer à rembourser sa dette.

→ Bilan ambivalent :

• 1ère série de critiques :

- L'aide est insuffisante en montant ;

- L'aide est orientée selon des critères géopolitiques plus que de lutte contre la pauvreté (Ex : dans les années 50, surtout le Japon et la Corée du Sud sont aidés, dans les années 70, surtout Israël et l'Égypte sont aidés, les pays anciennement colonisateurs aident plutôt leurs anciennes colonies) ;

- Importance de l'aide liée : une partie de l'aide revient sous forme de commandes, de revenus vers les pays donateurs ;

- L'aide est vecteur de domination : elle tend à reproduire le modèle de consommation occidental, ainsi que des technologies occidentales (souvent dépassées) ;

- L'aide conforte les gouvernements despotiques.

• 2ème série de critiques (Easterly & Moyo) : remise en cause du principe même de l'aide au Tiers-Monde :

- L'aide est inadaptée aux besoins réels des pays pauvres : l'aide est déterminée par les pays occidentaux et ne correspond pas à la situation des pays pauvres, il vaudrait mieux passer par les ONG, plus proches de la réalité ;

- L'aide est détournée de ses objectifs : corruption, l'aide n'arrive pas à destination,...

- L'aide est désincitative : si des produits provenant de l'occident arrivent, cela crée une concurrence gratuite face aux producteurs locaux.

□ L'aide entretient la pauvreté : seuls les pauvres sont aidés, donc les gouvernements ont intérêt à garder leur pays dans la pauvreté, pour bénéficier des aides.

Pour Easterly et Moyo, le meilleur moyen d'aider les pays pauvres est de passer par l'aide privée.

B) La question des institutions

→ La réflexion émerge dans les années 90 dans le processus de développement, même si elle était déjà présente en économie dès 1970 avec D. North. Deux grandes voies :

⌘ La lecture libérale:

- Nécessité de mettre en place des institutions adaptées de manière à pouvoir libérer la rationalité économique des acteurs (Ex : dans la Révolution industrielle, la révolution agricole est tout d'abord une révolution institutionnelle – permettre aux agriculteurs de développer leur propre production ; innovations, brevets) ;

- Questions centrées autour de l'intervention de l'État et des principes de libéralisation des marchés : faire fonctionner les marchés de manière performante.

⌘ L'autre lecture insiste sur les caractéristiques propres des économies du Tiers-Monde s'inscrivant dans des dimensions historiques, sociales, géographiques pour développer des institutions adaptées au développement : on ne développe pas de la même façon un pays africain et un PECO en transition, un pays où l'agriculture est intensive et un pays où elle est extensive, la question de l'État ne se pose pas de la même façon dans des États s'étant développés de façon centralisé, que dans des pays où les cultures sont tribales, comme en Afrique,... Il faut prendre en compte les croyances, les cultures,...

⌘ Référence à D. Rodrik: distinction de trois niveaux:

- Méta institutions : institutions permettant d'organiser le choix entre différentes configurations institutionnelles. Les institutions ne naissent pas d'elles-mêmes, mais sont le résultat de choix collectifs ; elles peuvent être héritées, mais peuvent évoluer, et cela ressort des choix mis en place à l'échelle nationale.

- Principes « d'ordre supérieur » (marché, droits de propriété, monnaie, budget) : il faut des règles donnant un cadre pour réguler le marché, un système codifiant les droits de propriété, des règles permettant l'existence d'une monnaie stable, des contraintes minimales en matière de budget.

- Dispositifs institutionnels permettant la mise en œuvre de ces principes, dispositifs liés aux contextes nationaux (c'est en fonction de telle ou telle situation nationale qu'est privilégié telle ou telle dimension). Rodrik ne remet pas en cause le fonds du consensus de Washington, mais l'idée que l'application d'une stricte logique occidentale (privatisation, déréglementation) soit le moyen pour atteindre ces modalités de fonctionnement des économies.

⌘ Référence au « consensus de Pékin » (Ramo, 2004) [sens variable: Ramo est le premier à utiliser ce terme]:

- le développement suppose la maîtrise de l'innovation technologique

- développement ne se mesure pas qu'en termes de niveau de richesse, mais aussi en termes de répartition (le degré d'égalité a un impact sur le processus de développement)

- autonomie nationale dans les choix de développement

□ Il est difficile de mesurer l'impact précis des institutions sur la croissance, car il est difficile de mesurer la qualité des institutions.

C) La population : chance ou menace ?

→ La réflexion évolue avec le constat de l'enclenchement de la transition démographique à l'échelle planétaire :

- Dans les années 60, P. Ehrlich (Bombe P) exprime ses craintes d'une surpopulation ; on ne peut pas faire l'hypothèse d'une stabilisation de la population mondiale, et cette croissance démographique va peser sur les ressources naturelles (cf. Malthus). D'autre part, la surpopulation (P. Bairoch) ne joue pas uniquement sur la question des ressources alimentaires, mais également sur les ressources d'épargne : une population jeune importante va nécessiter des investissements sociaux élevés (équipements collectifs, éducation) pesant sur les ressources d'épargne, et sur la croissance (investissements nécessaires mais peu rentables).

- La réflexion remet progressivement en cause ces craintes d'une surpopulation et de l'impact de la population sur les ressources d'épargne.

→ Émergence de l'idée du « dividende démographique » (ou « âge d'or démographique »):

- La population se stabilise à 9,5 milliards d'hommes vers 2050.
- La transition démographique entraîne une modification de la structure par âge de la population
- La transition démographique entraîne une baisse du ratio de dépendance (rapport entre la population inactive et la population totale) : le nombre de jeunes baisse progressivement, avec une population âgée encore peu nombreuse (car la transition démographique s'est faite brièvement), d'où une réduction du nombre de jeunes et de personnes âgées à la charge d'actifs.

→ Conséquences positives de ce « dividende »

- La baisse de la fécondité réduit les coûts pour les familles, donc hausse des capacités d'épargne ;
- Les investissements sociaux pour l'État sont également plus faibles (ce qui permet une hausse des investissements productifs) ;
- La forte population en âge actif représente un atout pour la compétitivité (avantage comparatif) avec une faible pression sur les salaires (modèle de Lewis) ;
- Une population accrue accède plus facilement au travail, donc entraîne le développement de la consommation (élargissement du marché).

□ Le dividende a été significatif en Asie orientale, au Maghreb et serait aujourd'hui un atout potentiel de l'Afrique noire. Cela s'oppose aux premières craintes face à la croissance démographique (contrôle des naissances). L'enclenchement de la transition démographique représente un atout pour les PED en ce qui concerne la croissance.

→ Retour d'interrogations sur la question démographique :

- Interrogations sur la persistance d'une fécondité élevée, en particulier en Afrique Noire : peut-on considérer que la transition démographique est vraiment enclenchée à l'échelle planétaire ? On aurait encore un certain nombre de zones où la fécondité reste à un niveau élevé, d'où la nécessité de revoir la stabilisation démographique à 9,5 milliards.

- Le « dividende démographique » n'apparaît pas automatique, mais dépend de la capacité de l'économie à proposer des emplois productifs : avec la croissance démographique, les actifs sont beaucoup plus nombreux, donc l'économie a la capacité, en termes de main-d'œuvre, de produire plus. Mais rien ne garantit véritablement que l'économie ait le besoin de produire plus, la capacité de créer plus d'emplois productifs (soit en raison d'une croissance économique trop faible, soit en raison d'une croissance démographique trop forte). Par exemple, l'Algérie semble avoir des difficultés.

- Le dynamisme démographique est ponctuel : par ce dividende, les pays peuvent construire une croissance à forte main-d'œuvre et à faible coût. Mais ce dividende est amené à se réduire : l'entrée des jeunes sur le marché du travail va se réduire (génération moins nombreuse). D'où des interrogations :

⌘ Sur la capacité des pays à réorienter leur croissance lorsque la pénurie de main-d'œuvre exerce une pression à la hausse sur les salaires (point de Lewis : les salaires du secteur industriel dans les PED augmentent rapidement, dès lors que l'offre de travail en surplus venue du monde rural diminue ; dans le cas de la Chine: baisse croissance démographique, et ralentissement exode rural)

⌘ sur leur capacité à faire face au vieillissement (Ex : en Chine, le ratio de dépendance va s'élever): ce problème va se poser dans les PED beaucoup plus rapidement que dans les PDEM : au départ de la transition démographique, la croissance a été beaucoup plus forte, et, suite à la politique de l'enfant unique, la baisse de la natalité va diminuer rapidement ; la Chine risque de devenir vieille avant d'avoir été riche. Faut-il alors mettre en place un système de redistribution (question du coût et des modifications des institutions ; question de la population déjà en fin de carrière qui ne pourra vraiment en bénéficier : alors logique d'épargne intergénérationnelle (frein à la croissance) ?).

- Interrogation à propos de la pression sur les ressources mondiales d'une population plus riche :

⌘ La Terre est-elle capable de nourrir 9-10 milliards d'hommes ? Oui, si l'agriculture devient plus intensive, si on arrive à maîtriser de nouvelles manières de cultiver (innovations technologiques, OGM,...)

⌘ Question des disponibilités en terres cultivables : la surface des terres cultivables est soumise à des pressions en termes de quantités disponibles (érosion, perte de qualité, empiètement des déserts ou de l'urbanisme sur les terres cultivables,...), en termes de pollution/produit chimique (usage d'engrais, d'insecticides, OGM,...). La question du mode de consommation alimentaire pose certains problèmes également (une consommation de viande à l'occidentale représente un coût important en termes de production végétale (une calorie animale nécessite sept calories végétales).

D) De nouvelles voies pour le développement

→ Réflexions critiques sur le concept de développement (années 80) : Serge Latouche, *Survivre au développement* ; G. Rist, *Le développement : Histoire d'une croyance occidentale*. Par "occidental", il ne faut pas entendre qu'une réflexion en termes de stratégie de développement, mais quelque chose renvoyant à une philosophie : on a une conception du monde et de l'existence qui est propre à l'occident ; l'occident plaque son mode de vie sur des modes de vie autres.

Idée globale : le développement est un concept occidental, qui met en avant les logiques économiques et monétaires (objectifs en termes de PIB, PIB/hab ; monnaie vue comme un mode d'organisation des relations entre les hommes). Le développement peut se révéler destructeur de liens et de structures qui existent dans les économies du Tiers-Monde. Latouche dit qu'il peut être intéressant pour les sociétés du Tiers-Monde de refuser l'aide occidentale. Ceci s'articule avec les théories de la décroissance. On ne valorise pas positivement le développement.

□ Ces thèses restent largement minoritaires.

→ Il y aurait d'autres voies spécifiques permettant d'impulser le développement :

✕ Les technologies appropriées (E. F. Schumacher, *Small is beautiful*) :

> Il faut des technologies adaptées aux caractéristiques des sociétés pauvres. On a un processus d'aide, et de transfert de technologies (dans le cadre de stratégies de développement par industrialisation ou par l'investissement des FMN), mais ces technologies sont occidentales, et sont transférées sur des économies en développement. D'où un double problème : économique (la taille minimale pour que ces technologies soient efficaces est généralement largement supérieure au marché des pays concernés ; la taille du marché peut être compensée par les exportations à condition d'être compétitif et d'avoir des produits exportables), et culturel (elles correspondent à une certaine culture, issue de la Révolution industrielle, requérant un certain nombre de compétences et de connaissances).

> Des technologies appropriées suivent alors ces caractéristiques :

- faible coût : peu d'investissement nécessaire (surtout faibles coûts fixes) ;
- peu d'économies d'échelle : adaptées à la taille du marché ;
- appropriation simple : peu sophistiquées, faciles à entretenir ;
- diffusion facile : à l'échelle d'une économie, il sera possible de diffuser facilement.
- à main-d'œuvre intensive (bon marché).

> Ce principe a été vivement critiqué par A. Emmanuel (d'inspiration marxiste) : *Technologies appropriées, technologies sous développées* (1979). Ces technologies appropriées sont censées rendre possible le dépassement des problèmes du sous-développement. Or, elles s'appuient sur les caractéristiques du sous-développement (petits marchés, main-d'œuvre nombreuse et bon marché). Elles entretiennent alors le sous-développement. Ce qui est alors capable de faire sortir du sous-développement, ce sont les FMN : par exemple, si on attendait que des sidérurgistes apparaissent, alors la sidérurgie ne serait jamais inventée ; mais si on installe la sidérurgie, alors elle pourra se développer.

✕ Deuxièmement, le micro-crédit (M. Yunus, fondateur de la Grameen Bank, 1977) : cela renvoie au principe de Big Push (Rosenstein-Rodan), c'est-à-dire une impulsion massive de crédits, passant par l'État et des grands organismes financiers.

> La logique est la suivante :

- L'activité économique est fragile dans les pays du Tiers-Monde : la quasi-totalité des entrepreneurs sont endettés, ils ne peuvent pas s'autofinancer et ont besoin de crédits ;
- Les structures financières classiques ne sont pas adaptées à cette situation, car les entrepreneurs ont généralement des besoins de crédit très faibles, qui ne sont pas intéressants pour les institutions classiques. Ce crédit sera donc généralement fourni par des usuriers, qui prêtent à des taux élevés ;
- Généralement, ces acteurs endettés sont capables de faire face à leurs engagements.

> D'où le principe du micro-crédit : c'est un crédit de faible montant, destiné à financer de l'activité (ce n'est pas un crédit à la consommation, mais un crédit qui doit permettre de financer l'investissement, des stocks...), centré essentiellement sur les femmes (car l'économie informelle est surtout féminine ; car cela doit permettre de valoriser les femmes, ce qui permettra de déclencher un cercle vertueux dans le développement) et organisés sur une base collective. C'est une institution adaptée à la situation particulière des PED.

Le principe du micro-crédit existe également sous d'autres formes. Par exemple, le principe de la tontine (Afrique notamment) : un groupe de personne épargne et, lorsqu'une certaine somme sera obtenue, un des membres du groupe s'en servira (désignation de cette personne selon des modalités différentes : hiérarchie dans le groupe, tirage au sort,...). Le lien communautaire renforce la probabilité de remboursement (solidarité, connaissance du groupe, pression du groupe).

> Il y a deux temps dans le développement du micro-crédit :

- Le modèle de micro-crédit se diffuse, y compris dans les PDEM (Ex : en France, l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique). Il permet d'enclencher le processus d'un certain développement.
- Apparition de critiques : il se caractérise par des taux d'intérêt très élevés, ce qui peut amener à des spirales d'endettement ; il ne répond pas ou mal au problème de la croissance des entreprises et activités concernées : il ne permet pas à une entreprise de se développer (seuil d'efficacité). Le micro-crédit a donc du mal à impulser un véritable développement économique.
- Réflexion sur le lien développement durable – développement du Tiers-Monde
- Le développement du Tiers-Monde doit prendre la forme du développement durable compte tenu des contraintes écologiques planétaires.
- Le développement durable risque de rendre plus complexe le développement du Tiers-Monde (coût, contraintes supplémentaires – normes environnementales) et de renforcer la domination économique et idéologique de l'occident ("on a fait des erreurs dans notre développement, ne les reproduisez pas").
- Le développement durable peut être une opportunité pour le Tiers-Monde : possibilité de mettre en œuvre de nouvelles logiques économiques (Ex : techniques moins coûteuses, respectueuses des modes de vie traditionnels).
- Derrière le schéma des stratégies de développement, la première logique a été de reproduire les structures des pays développés, et d'industrialiser les économies. Aujourd'hui, on raisonne plutôt sur une question de diversification : d'une part, parce que la société industrielle dans les pays occidentaux est remise en cause (économiquement, écologiquement, et d'un point de vue civilisationnel), d'autre part, parce que, si certains pays ont pu se rapprocher de ces standards occidentaux, ils sont peu. D'où une diversification des voies de développement : le champ des moyens et l'objectif d'arriver deviennent de plus en plus variés.

Conclusion :

L'ONU a adopté en septembre 2000 la « *Déclaration du millénaire* », fixant au monde plusieurs objectifs de développement à réaliser avant 2015 : mettre fin à la grande pauvreté, assurer l'éducation primaire pour tous les enfants, assurer l'égalité homme-femme, améliorer la santé, assurer un développement écologique et assurer un partenariat international pour le développement (*renégocier les termes du commerce international, de la dette et de l'aide au développement*).

Chiffres :

- La Chine a connu depuis 1980 un taux de croissance moyen de 10%. Elle devient le 2^e pays le plus riche du monde en 2012, et fournit entre 2000 et 2010 33% de la croissance mondiale en valeur absolue
- Entre 1968 et 1980, la dette des PED est multipliée par 12

Citations :

-« *Quand une route comporte un virage et qu'une voiture, un jour, y a un accident, on peut se dire que c'est la faute du conducteur ; mais quand, jour après jour, de multiples accidents ont lieu au même endroit, on se doute que c'est la route qui est mauvaise* » (J. Stiglitz, *Quand le capitalisme perd la tête*, 2003)

-« *Avec la mondialisation, nous sommes tous interdépendants. On disait autrefois : lorsque les Etats-Unis éternuent, le Mexique s'enrhume. Aujourd'hui, lorsque les Etats-Unis éternuent, le monde attrape la grippe* » (J. Stiglitz, ibidem)

-« *La réglementation publique peut souvent aider les marchés à mieux fonctionner* » (J. Stiglitz, ibidem).

-« *La planète n'est pas assez vaste et ses ressources ne sont pas suffisantes pour tolérer plus longtemps le comportement égocentrique et agressif de ses habitants* » (« Rapport Meadows », 1972).